



RAPPORT STATISTIQUES

Ensemble pour la mobilité !

ISSN : 0026-0290

EN ACTION(S) P.08

Migrants
Mettre du baume au
cœur des réfugiés

EN IMAGES P.10

Jardins solidaires
Cultiver le collectif
à Caluire

RENCONTRE P.12

Sandra Awad
Syrie, la guerre
vue de l'intérieur



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org

 messages@secours-catholique.org

 facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

 twitter.com/caritasFrance

 Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

 **messages**

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :
106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Direction de la communication** : Thibault d'Hauthuille • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (75 34) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédactrice en chef adjointe technique** : Katherine Nagels (7476) • **Rédacteurs-graphistes** : Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 762 960 exemplaires • **Dépôt légal** : n°318375 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs du Loir-et-Cher, de la Meuse-Moselle et du Pas-de-Calais ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.



LA RÉPONSE DE

CLAUDE BOBEY, RESPONSABLE DU PÔLE ANIMATION AU SECOURS CATHOLIQUE

Le gaspillage est d'abord un problème écologique qu'il ne faut pas confondre avec la lutte contre la pauvreté. Nous produisons plus que nous ne consommons et, de ce fait, nous dépendons de l'énergie inutilement à l'heure du dérèglement climatique. Nous devons donc lutter contre les causes du gaspillage, pas seulement contre ses effets. Il faut développer la conscience de la valeur de notre planète et, comme dit le pape François, lutter contre la « *culture du déchet* » pour notre « *maison commune* ». Le Secours Catholique porte la voix des plus précaires qui demandent le respect de leur dignité. Ces personnes au ban de la

société ont honte, elles le disent, de se rendre dans des centres de distribution alimentaire où des produits rejetés par leurs concitoyens leur sont proposés. Le pape François déclare : « *C'est la dignité que demandent les personnes pauvres, non l'aumône.* » L'idée prétendument généreuse de donner les rebuts de la société aux personnes vivant dans la pauvreté ne lutte pas contre les causes du gaspillage, elle renforce la stigmatisation et ne respecte pas la dignité. Sur le droit à l'alimentation et son inscription dans les conventions internationales que la France a signées, prenez connaissance de notre action de plaider sur notre nouveau site Web : Nos actions/rubrique Prise de positions. ■

VOTRE COURRIER BERNARD

Encadrement du gaspillage : un progrès significatif



P. DELAPIERRE / S.C.-C.F.

Plusieurs questions surgissent après *Messages* de juin ("Alimentation - La menace climatique"). Le "droit à l'alimentation" a-t-il été codifié ? Le cas échéant quand, par qui et comment ? Comment définissez-vous l'"insécurité alimentaire" en France et en Occident (ces espaces de la planète où l'on gaspille et pollue tellement) ? Vous semblez reléguer un peu l'encadrement, maintenant légal, du gaspillage alimentaire au niveau des grandes surfaces – gaspillage qui soulève le dégoût et l'indignation de la génération des anciens à laquelle j'appartiens. En attendant de trouver une solution pour anéantir la pauvreté et les inégalités, n'est-ce pas un progrès significatif ? Jésus recommandait le ramassage des restes après la multiplication des pains. Je vous remercie de continuer votre parcours, prioritaire pour la conscience chrétienne et l'humanité de notre XXI^e siècle. ■



ANNONCE

Rejoignez-nous pour le climat !



Le Secours Catholique-Caritas France sera présent à la Conférence de Paris sur le climat (COP21) organisée du 30 novembre au 11 décembre 2015. Nous participons aux mobilisations citoyennes organisées par la société civile et vous invitons à nous rejoindre !

> **28 NOVEMBRE** – Marche des pèlerins pour le climat à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et temps interreligieux.

> **29 NOVEMBRE** – Marche de mobilisation pour le climat à

Paris. Des marches ont lieu dans les autres capitales et dans des métropoles françaises (notamment Marseille, Lyon, et Lille) le 28 ou le 29 novembre.

> **3 DÉCEMBRE** – Célébration œcuménique internationale à Notre-Dame de Paris.

> **5 ET 6 DÉCEMBRE** – Sommet citoyen pour le climat à Montreuil (Seine-Saint-Denis) : au *Climat Forum* s'enchaînent débats, ateliers, conférences... Le Secours Catholique et ses partenaires internationaux y animeront des tables rondes sur les questions concernant la lutte contre la pauvreté et celle pour le climat.

Plus d'informations sur : www.coalitionclimat21.org

ÉDITORIAL 03

SPÉCIAL RAPPORT STATISTIQUES

BUDGET	
Quand l'essentiel est mis en balance	04
EMPLOI	
La formation, un levier pour les chômeurs	05

EN ACTION(S)

PÉROU	
Des producteurs de bananes aux revenus multipliés par 6	07
MIGRANTS	
Mettre du baume au cœur des réfugiés	08
JARDINS SOLIDAIRES	
Cultiver le collectif à Caluire	10

RENCONTRE

SANDRA AWAD	
Syrie, la guerre vue de l'intérieur	12

DÉCRYPTAGE

MOBILITÉ	
Abolir les distances	14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce	20
Le saviez-vous ?	21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Et si Dieu était en chacun de nous ? »	22
Parole de l'aumônier général	22

ACTION & ENGAGEMENT

TÉMOIGNAGE	
« Apporter des statistiques est motivant pour les équipes locales »	23

Photos de couverture :

Patrick Delapierre et Elodie Perriot / Secours Catholique-Caritas France

Repenser la mobilité



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Chaque année, notre rapport Statistiques vient nous redire, s'il en était besoin, que nous accueillons bien les bonnes personnes, que nous sommes bien au cœur de notre mission de charité. 95 % des personnes accueillies vivent sous le seuil de pauvreté et 75 % d'entre elles sont même sous le seuil de grande pauvreté, avec un niveau de vie moyen de 535 euros par personne et par mois. Peut-on imaginer ce que cela signifie ? Peut-on imaginer choisir entre se chauffer ou se nourrir correctement, ou se soigner ? Peut-on imaginer ce que signifie s'interdire toute vie sociale, tout projet de vacances, tout déplacement pour voir ses enfants

ou des amis ?

Parmi les personnes que nous rencontrons, celles qui réussissent à obtenir du travail ont surtout des emplois précaires et de courte durée, à temps partiel et avec des horaires décalés qui les obligent à être beaucoup plus mobiles et réactives que les autres salariés.

“ On ne parle jamais assez du courage des travailleurs pauvres. ”

L'acquisition d'une voiture étant pour elles inenvisageable, ces personnes déploient une énergie formidable pour se déplacer, au risque de s'épuiser ; tout cela pour un revenu qui les maintient sous le seuil de pauvreté. On ne parle jamais assez du courage de ces travailleurs pauvres !

Pour se loger correctement, ces familles partent, ou restent, loin des villes et donc loin des transports en commun. Sans voiture, les personnes en précarité couvrent de grandes distances à pied pour faire leurs courses, des démarches administratives, chercher un emploi ou consulter un médecin. Parfois à bout de forces et de courage, elles renoncent et s'isolent un peu plus.

Les élections régionales qui approchent doivent nous inciter à revoir l'aménagement du territoire et les transports, principales compétences des Régions. Mais il faudra repenser la mobilité à partir des plus fragiles : les personnes âgées isolées à la campagne, en particulier dans des vallées de montagne ; les familles sans voiture habitant un logement social dans un village ou une petite ville ; les jeunes ruraux sans emploi... Parce que, nous dit Geneviève, l'une de ces personnes : « Il y a des choses que je sais de par ma pauvreté. »

Par notre vote en décembre, nous devons choisir les équipes régionales qui répondront le mieux à ces enjeux et nous aurons à les accompagner dans leur mission en faisant entendre la voix de ceux qui sont loin de tout.

Par votre don, dans le cadre de notre campagne de collecte nationale 2015, vous nous permettrez de continuer à agir au quotidien avec les personnes victimes de précarité et à faire reculer la pauvreté en France et dans le monde.

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



Quand l'essentiel est mis en balance

Sur quelles dépenses les ménages précaires économisent-ils pour s'en sortir ? Dans son rapport Statistiques 2014, le Secours Catholique-Caritas France s'est intéressé à ces "lieux d'arbitrage".



C. HARGOUES / SC-CF

« Les ménages qui ont des difficultés financières font des arbitrages », explique Brigitte Alsberge, responsable Solidarités familiales au Secours Catholique. « Et on constate qu'il ne s'agit pas pour eux de faire une croix sur des choses "superficielles", comme on a tendance à le penser spontanément, mais d'arbitrer entre des dépenses

Les ménages rencontrés par le Secours Catholique dépensent bien moins pour se nourrir que ce que préconise l'ONPES dans son rapport.

essentielles. » Elle insiste : « Nous ne sommes pas dans l'anodin. » Dans son rapport Statistiques 2014, le Secours Catholique a comparé poste par poste le "budget-type" des ménages en situation de précarité, défini à partir des réponses des familles rencontrées, au budget "de référence" déterminé par l'Onpes* et considéré par l'observatoire comme un minimum par poste pour vivre décemment. On remarque que les ménages rencontrés par le Secours Catholique dépensent largement moins que les montants estimés dans son rapport par l'Onpes pour les transports, la cantine et la garde des enfants, l'habillement, la vie sociale, l'hygiène, la santé... Autant d'économies contraintes qui ont des impacts négatifs importants sur la vie sociale, l'estime de soi et la santé, qui entretiennent un sentiment de marginalisation, voire d'exclusion, et contribuent à une situation d'isolement. Brigitte Alsberge souligne aussi la difficulté ou l'impossibilité pour ces ménages de mettre en place des stratégies dans le temps pour investir ou juste sortir de la "survie".

* L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

BENJAMIN SÈZE

LE CHIFFRE DU MOIS

591 200

C'est le nombre de familles et de personnes seules en difficulté rencontrées en 2014 par les équipes du Secours Catholique. Les trois quarts de ces familles et personnes font partie des 4 % les plus pauvres de la population française.

LIBRE EXPRESSION

« On demande aux pauvres de faire des efforts pour s'en sortir. On les soupçonne même parfois de profiter des aides apportées... En gros, être pauvre, c'est louche (...) La solidarité existe, mais sous forme de redistribution de miettes. On a l'impression de recevoir les miettes d'un repas auquel nous ne sommes jamais invités. »

Paroles de groupes de personnes en précarité interrogées par Le Secours Catholique-Caritas France.



C. HARGOUES / SC-CF

BANQUES

Le cercle vicieux des agios

Dans son budget "de référence" (voir article ci-contre), l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) prévoit que chaque ménage dépense raisonnablement 7 euros de frais bancaires par mois. En réalité, les familles en difficulté rencontrées par le Secours Catholique dépensent en moyenne pour ce poste... 111 à 151 euros par mois. « C'est un cercle vicieux », constate Brigitte Alsberge, responsable Solidarités familiales au Secours Catholique. « Ces ménages à qui les banques n'accordent pas de prêts finissent tous les mois dans le rouge et se retrouvent à devoir payer des agios et autres pénalités. »

↑ En hausse

18 %

C'est la part des personnes sans aucun revenu, parmi celles rencontrées par le Secours Catholique en 2014. Soit 3 points de plus qu'en 2010. Parmi elles, on compte des étrangers, récemment arrivés en France ou sans statut, qui n'ont pas de droits sociaux, des personnes qui attendent le paiement d'un travail ou le versement d'une allocation qui n'arrive pas, et d'autres qui ne demandent pas les prestations sociales auxquelles elles ont droit.

EMPLOI

La formation, un levier pour les chômeurs

Depuis que le droit à la formation est rattaché à la personne et non plus à l'entreprise, il constitue une opportunité pour les chômeurs. Encore faut-il que l'État et les régions donnent les moyens à ce dispositif d'être efficace.



« Dans un marché du travail en crise où la part des emplois de services ne cesse de croître, la formation est devenue indispensable et elle va l'être de plus en plus », assure Guillaume Almeras, responsable Emploi et économie solidaire au Secours Catholique. Depuis la loi du 15 mars 2014, le droit à la formation n'est plus rattaché à l'entreprise mais à

Le droit à la formation devient un levier pour trouver du travail.

la personne. Chacun a désormais un compte d'heures de formation qui le suit tout au long de sa vie professionnelle, qu'il soit ou non en activité. « En contrepartie, les pouvoirs publics ont leur mot à dire sur la pertinence de la formation demandée », précise Jacques Lepage, spécialiste du sujet au Secours Catholique. L'intérêt de cette évolution est que, jusqu'alors "réservé" aux personnes ayant un emploi, le droit à la formation devient un levier pour trouver du travail. « Mais pour que ce levier soit efficace, souligne Guillaume Almeras, il faut qu'il permette de suivre des formations de qualité, c'est-à-dire qui durent au minimum trois à six mois. » Le Secours Catholique a obtenu, lors de la rédaction du projet de loi, que les chômeurs de longue durée bénéficient de la part de l'État d'un compte de 100 heures. Ce qui équivaut environ à un mois. « Nous préconisons aujourd'hui que les régions contribuent à ce compte de manière à tripler le volume d'heures. »

BENJAMIN SÈZE

CONSTATS

« Les gens se battent pour s'en sortir »



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Laurent Seux, directeur de l'action France-Europe au Secours Catholique, démonte certaines idées reçues concernant les personnes qui vivent en situation de précarité.

Quels sont les principaux enseignements du rapport Statistiques 2014 ?

Pour les personnes rencontrées au Secours Catholique, le niveau de vie moyen a augmenté de 35 euros (par mois) en quatre ans. Celles qui accèdent au travail voient leur pouvoir d'achat stagner, les autres les perspectives d'amélioration de leur situation se réduire. Enfin, la part des personnes sans ressources financières augmente. Par ailleurs, ce rapport casse une idée fautive largement ancrée dans l'opinion selon laquelle les personnes inactives de moins de 60 ans se complaisent dans l'"assistanat". Nous constatons au contraire dans notre enquête que les personnes en précarité se battent pour s'en sortir. Parmi celles qui n'ont pas d'emploi et n'en cherchent pas, près de 40 % ne peuvent travailler pour des raisons de santé ou de handicap ; 25 % sont des étrangers qui n'ont pas le droit de travailler et qui, généralement, travaillent mais de manière informelle. Les autres sont pour la plupart à la retraite ou en pré-retraite, ou sont des femmes seules avec enfants sans solution de garde.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

ALERTE

Le logement, principale source d'impayés

Le montant des impayés correspond à 90 % du revenu mensuel des ménages rencontrés. Les impayés les plus fréquents concernent le logement, et en premier lieu les loyers et les dépenses d'énergie. Depuis 2013 les impayés d'énergie ont fortement augmenté, et ils ont dépassé les impayés de loyer. Principalement en cause : la hausse des prix de l'énergie et l'insuffisance des ressources des ménages.

En action(s)

Jouer pour espérer

Oubliée, la pluie ! Ces footballeurs ont le sourire aux lèvres après s'être démenés sur la pelouse. Ils étaient une centaine à taper le ballon rond, le 12 septembre, sur le terrain du quartier des Sources à Écully, près de Lyon. À l'origine de ce tournoi baptisé "coupe de l'Espoir" : des demandeurs d'asile accueillis par le Secours Catholique. Depuis 2013, ces Congolais, Albanais et Ivoiriens jouent ensemble au football pour vivre des moments de convivialité et oublier les soucis de la vie et des papiers. Pour ce tournoi, ils ont rassemblé des équipes de centres d'accueil de demandeurs d'asile ou encore de jeunes du centre social d'Écully.

C.L.L.

Retrouvez-les dans le webdoc "Demandeurs d'asile football club" sur RFI.fr



L. TANGRE / S.C.C.F.

PAROLE DE **ARMEL VION**, RESPONSABLE DE L'ÉQUIPE D'ANIMATION TERRITORIALE DU SECOURS CATHOLIQUE DE LOIRE-ATLANTIQUE.

À Nort-sur-Erdre, dans un ancien magasin d'une centaine de mètres carrés, nous sommes aujourd'hui une vingtaine de personnes à venir des quatre communes voisines aux rendez-vous de la maison d'entraide. Toutes générations confondues, de 25 à 80 ans, en recherche d'emploi ou en retraite..., nous échangeons et débattons sur ce qu'il convient de faire ensemble pour répondre aux besoins exprimés par les uns ou les autres. Ainsi s'organise, depuis la fin du printemps, l'entraide "à la carte".

Pour rendre le lieu plus accueillant, nous avons entrepris récemment sa rénovation. Une cuisine sera bientôt prête à répondre à la demande d'une participante, qui souhaite apprendre à cuisiner les légumes qu'elle se procure à petits prix. Depuis deux semaines, des cours de français sont dispensés à une jeune femme roumaine qui désire s'intégrer. Bientôt, une initiation à l'informatique répondra aux besoins de plusieurs d'entre nous.



D.R.

L'entraide s'effectue aussi au domicile de celui qui en a besoin, de celle qui ne peut repeindre seule son logement, d'un participant qui a besoin de bras pour faire face à la généreuse production de son cerisier. L'ouverture de cette maison d'entraide a été accueillie avec beaucoup d'intérêt par les acteurs locaux. Ainsi, les assistantes

Nous sommes une vingtaine à venir aux rendez-vous de la maison d'entraide.

sociales, professionnels de santé, associations aidant les demandeurs d'emploi font connaître son existence à tous ceux qu'elle peut intéresser : administrés, patients, personnes seules ou fragiles, et tous ceux qui ont envie de préparer avec leurs talents et avec d'autres des lendemains qui chantent.

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

+ D'INFO

loireatlantique.secourecatholique.org

INITIATIVE

Mission emploi à Marseille

Le Secours Catholique de Marseille a mis en place en janvier 2015 une Mission emploi qui accompagne les personnes les plus éloignées du marché du travail et en recherche d'emploi : des sortants de prison, des migrants, ou des personnes qui peinent à se réinsérer dans la vie active.

« Notre approche consiste à analyser leur expérience professionnelle et personnelle, pour travailler ensemble sur les points forts et les manques », explique Claire Sanjuan, responsable de l'action. « En parallèle, nous avons créé un réseau d'entreprises susceptibles de recruter des personnes aux profils correspondant à leurs besoins : emplois agricoles, BTP et maçonnerie, ou encore emplois de ménage ou d'atelier ».

VU SUR PLACE AU PÉROU

Des producteurs de bananes aux revenus multipliés par 6

Le 3 janvier 2009, près de Piura, sur la côte, au nord du Pérou, Jorge Vilchez, agronome au Centre de recherche et de promotion des paysans (Cipca), partenaire du Secours Catholique-Caritas France, s'efforce de convaincre des petits producteurs de bananes de s'engager dans un projet plus rentable. « *Vous avancerez pas à pas, si vous avez la foi !* »

Seuls 17 membres de l'association sur 40 relèvent le défi. Ils semblent tous, il est vrai, acculés dans une impasse. La surface cultivée couvre tout juste 16,75 hectares, l'organisation professionnelle laisse à désirer, chacun vend de son côté des bananes de médiocre qualité... Le Cipca prend rapidement des mesures : les paysans bénéficient d'une formation poussée – techniques agricoles, gestion financière, commercialisation –, d'un soutien individuel par parcelle et l'organisation collective est renforcée. Le "pas à pas" ensemble est en marche. Les familles vendent désormais des bananes de "bonne facture" à des prix supérieurs à ceux



E. PERRIOT / S.C.C.F.

pratiqués auparavant. L'association obtient en 2011 la certification "commerce équitable". Le projet compte maintenant 108 associés et une bananeraie de 129,40 hectares. Les revenus des paysans sont multipliés par 6, les jeunes mieux fixés dans la région et des parents fiers d'envoyer leurs enfants à l'université, parfois même à Lima, la capitale. « *C'est un beau projet !* » (cf. p. 21), constate Janina Dutois, du pôle Amérique latine du Secours Catholique. ■

Yves Casalis

Une mise en pratique de l'adage "l'union fait la force".

A SUIVRE

Cuisine solidaire à Clichy

Créé en septembre 2013 par la délégation des Hauts-de-Seine du Secours Catholique, l'atelier cuisine de Clichy a bien fonctionné durant l'année 2014. Il ouvre désormais ses portes chaque lundi (au lieu d'une fois tous les 15 jours).

Une douzaine de personnes se retrouvent à Clichy pour le plaisir de cuisiner ensemble. Il s'agit pour la plupart de femmes sans papiers logées dans des hôtels sociaux, ou de mères de famille ravies de rapporter un plat cuisiné par semaine chez elles. D'autant que celui-ci est préparé avec des fruits et légumes frais, livrés chaque lundi par le réseau

des épiceries solidaires (Andes) qui les obtient à moins d'un euro le kilo. « *Elles se transmettent des recettes, mais aussi de l'énergie et des conseils pour faire avancer leurs dossiers à la préfecture par exemple* », explique Bertrand de Canson, responsable de l'équipe de Clichy.

À l'occasion de la rentrée de l'atelier, fin octobre, une convention a été signée avec la mairie, qui met désormais à disposition la cuisine et la salle polyvalente du Centre social Serge-Gainsbourg.

Adèle Martignon

+ POUR ALLER PLUS LOIN

hautsdeseine.secours-catholique.org

SORTIE

Musique solidaire

Gaëtan Ziga revient sur scène pour présenter son troisième album, *La Rosée du matin*. Les premiers titres comme « Réfugié » ou « Rue de la tête noire » donnent le ton : le jeune auteur compositeur y réaffirme avec poésie son engagement auprès des exilés politiques. Après un premier concert fin septembre qui a marqué la sortie de son album, ce militant du Secours Catholique jouera à la Basilique de Longpont-sur-Orge (91) le samedi 14 novembre.

Plus d'information sur sa tournée sur www.gaetanziga.fr

VAL-D'OISE

Offrir une adresse

Le Secours Catholique du Val-d'Oise facilite l'accès aux droits de ceux qui sont en errance dans le département, en leur proposant d'utiliser l'adresse postale de la délégation. Cette domiciliation permet à ces personnes sans adresse de recevoir leur courrier, mais aussi de se faire délivrer une carte nationale d'identité, de s'inscrire sur les listes électorales, de bénéficier de l'aide juridictionnelle, médicale ou de prestations sociales. 1 300 personnes sont domiciliées à ce jour et depuis 1999, date de sa mise en place, 5 240 personnes ont recouru à ce service.

valdoise.secours-catholique.org

AUTRICHE

Des réfugiés au service des clients d'un hôtel

Depuis février 2015, une vingtaine de réfugiés assurent l'ensemble des services du Magdas Hotel de Vienne, en Autriche. Une première en Europe ! L'hôtel, une entreprise sociale fondée par la Caritas locale, forme ces salariés aux différents métiers de l'hôtellerie, en s'appuyant notamment sur la compétence d'un prestigieux cinq étoiles. Issus de 16 pays, ils peuvent parler aux voyageurs en 27 langues !

www.magdas-hotel.at

MIGRANTS

Mettre du baume au cœur des réfugiés

Dans le Val-d'Oise, le Secours Catholique se mobilise pour accueillir des migrants syriens et irakiens. Sur la base de loisirs de Cergy, plusieurs dizaines de bénévoles se relaient pour être à leurs côtés.

« Ç a, c'est un arbre, et ça s'écrit A.R.B.R.E. » Carole, animatrice pour le Secours Catholique du Val-d'Oise, dessine avec les enfants et tente de leur enseigner quelques lettres de l'alphabet latin. Un petit garçon s'applique pour écrire le mot "arbre"... de droite à gauche, comme en arabe, ce qui fait sourire Carole. « Je viens tous les matins, juste pour montrer à ces gens qu'on est là pour eux. » Une centaine de migrants syriens et irakiens sont arrivés à la mi-septembre sur la base de loisirs de Cergy, mise à leur disposition par l'agglomération de Cergy-Pontoise.

La préfecture, qui assure l'hébergement et les repas, a demandé au Secours Catholique de coordonner l'aide associative : l'ONG Première Urgence internationale s'occupe notamment des problèmes de santé, le Secours Populaire assure la livraison de vêtements et de produits d'hygiène et le Secours Catholique prend en charge l'écoute, l'aide à la traduction et l'enseignement du français. Côté papiers, ces migrants passeront en procédure prioritaire : l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) vient plusieurs fois par semaine à Cergy pour remplir

les dossiers. D'ici la fin de l'année, tous devraient voir leurs demandes traitées.

Apprendre le français pour s'intégrer

Sous des tentes, des salles de classe improvisées. Des bénévoles du Secours Catholique donnent des cours de français aux adultes. « Bonjour Monsieur, je m'appelle Ali », répète fièrement un jeune Irakien. Élisabeth Lavaur coordonne les enseignements ; elle a constitué des groupes selon le niveau d'anglais des participants (connaître l'alphabet aide) : « C'est important pour eux d'apprendre le français pour pouvoir ensuite se déplacer, lire les panneaux de bus, connaître le prix des produits. Et une fois le statut de réfugié obtenu, ils auront besoin de maîtriser la langue pour trouver un appartement, un emploi. » Marie-Monique est l'un des 20 professeurs bénévoles : « Je suis heureuse de les aider à s'intégrer. Ils ont une volonté extraordinaire pour apprendre le français, c'est une confrontation très émouvante pour moi. »

En attendant de pouvoir s'exprimer en français, les migrants passent par les interprètes bénévoles du Secours Catholique, comme Djemila, jeune femme qui s'est portée volontaire lorsqu'elle a appris que Cergy accueillait des migrants, ou encore Abdellah, bénévole dans l'association depuis vingt-huit ans. « Quand Abdellah est là, il ne manque rien, on peut parler avec tout le monde à travers lui », témoignent Najah et Yasser. Ce couple syrien a perdu ses deux enfants dans des bombardements à Raqa, désormais fief de l'État islamique, avant d'entreprendre « le voyage de la mort », ainsi qu'il le qualifie. Ils espèrent désormais avoir une nouvelle maison « pour pouvoir accueillir à leur tour ».

Des parrainages pour la suite

Pour Florence Dauthuille, déléguée du Secours Catholique du Val-d'Oise, il était évident de venir en aide à ces migrants : « On accueille notre frère en se référant au discours du pape, qui a demandé à chaque paroisse d'accueillir une famille. On ouvre à toute personne qui frappe à notre porte. » Une ■■■

A VOIR

Vivez les cours de français donnés aux migrants sur www.secours-catholique.org avec le diaporama sonore de Cécile Leclerc-Laurent.



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

« Les migrants ont une volonté extraordinaire pour apprendre le français. »

VU D'ICI L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

Être là auprès des migrants



E. PERRIOT / S.C.-CF

L'Europe est confrontée à une situation inédite avec l'arrivée significative de réfugiés. La France s'est de son côté engagée à accueillir 30 000 demandeurs d'asile. Mais il ne faut pas pour autant oublier les autres migrants déjà présents sur le territoire, les déboutés, les exilés en transit, et toutes les autres personnes en situation précaire. Le Secours Catholique

Une des aides essentielles apportées aux migrants est l'apprentissage du français.

s'engage pour tous, quelles que soient leur confession, leur nationalité ou leur origine. L'accueil de

l'autre est au cœur des valeurs de l'association. « Nos équipes et nos bénévoles vont sur le terrain à la rencontre des exilés. Ils apportent aide,

conseils et solidarités concrètes », explique Laurent Giovannoni, responsable du département Étrangers au Secours Catholique. L'idée est d'offrir aux migrants un accompagnement humain et chaleureux pour aider à leurs premiers pas en France, que ce soit par un soutien dans les démarches administratives, l'offre de cours de français ou la mise en place

de parrainages. Il s'agit aussi de permettre des moments de convivialité, de rencontre et de partage. Le Secours Catholique se

montre par ailleurs très attentif à la coordination locale et départementale de tous les acteurs (groupes

paroissiaux, associations, opérateurs, pouvoirs publics), de telle sorte que les actions d'hospitalité (offres de logements vacants ou autres) soient développées en fonction des besoins des personnes. Ces actions ne doivent pas se substituer au dispositif coordonné par les pouvoirs publics, mais venir en complément. ■

C.L.L.

fois régularisés, les migrants sont censés quitter les lieux. Alors l'Église et le Secours Catholique du Val-d'Oise ont lancé un appel au niveau des paroisses pour leur trouver des hébergements, comme des appartements inoccupés. L'idée est aussi de mettre en place des parrainages pour accompagner les réfugiés sur la durée. « L'exemple de cette base de loisirs de Cergy doit montrer qu'il est possible de venir en aide aux migrants, pour qu'on puisse par la suite en sauver d'autres », témoigne Abdellah. Dans la cour de la base, les enfants* ont terminé leurs dessins. Ils se sont tournés vers Jérôme, bénévole venu avec sa guitare, qui leur fait chantonner des comptines françaises. « Et pendant que sommeille le grand ours... », reprennent-ils en chœur, le sourire aux lèvres ! ■

Cécile Leclerc-Laurent

* Les enfants sont scolarisés depuis le 21 septembre (ndlr).



X. SCHWEBEL / S.C.-CF

« J'essaie de faire ce que j'aimerais qu'on fasse pour moi si j'étais dans ce cas », explique Jérôme ici à la guitare.

JARDINS SOLIDAIRES

Cultiver le collectif à Caluire

Collectif et solidaire : tel est le credo du jardin de Caluire-et-Cuire, situé en périphérie de Lyon. 20 jardiniers, bénévoles du Secours Catholique et personnes accueillies, s'y retrouvent toute l'année pour prendre soin de leur lopin de terre et de leur moral.

REPORTAGE ADÈLE MARTIGNON


Rassemblés autour de la cabane à outils, au centre du long rectangle de verdure encadré de barres d'HLM, les jardiniers se concertent sur les activités du jour. « Cette moitié du jardin est collective, rappelle Alain, responsable du lieu, on commence toujours par là avant de se consacrer à nos parcelles individuelles, de l'autre côté. » Car la particularité du jardin partagé de Caluire est de mettre l'accent sur le travail collectif et le vivre-ensemble.

Participer et partager

Un rendez-vous est donc fixé deux fois par semaine, les lundis

et jeudis, de 14h30 à 17h30. Et la totalité des récoltes est répartie entre les personnes accueillies. Aujourd'hui, les cageots de haricots et la brouette remplie des dernières tomates de la saison feront des heureux. « En travaillant ensemble, on apprend beaucoup les uns des autres », confie Marlyn, très impliquée dans la vie du jardin depuis treize ans, avant d'ajouter en souriant que « les légumes sont bien meilleurs quand tout le monde en prend soin ! ».

Le terrain de 3 500 m² est prêté par la mairie de Caluire depuis la création du jardin, en 2000. Il a été aménagé au fur



Délégation du Rhône
76 rue d'Alsace
69003 Lyon
Tél : 04 72 33 38 38
rhone.secours-catholique.org
rhone@secours-catholique.org

Nombre de bénévoles : 1 000
Nombre d'équipes locales : 37
Nombre de personnes accompagnées : 7 577
Jardins solidaires en création : 3

+ ADRESSE

Les jardins de Caluire
1407, chemin Pierre Drevet
69300 Caluire-et-Cuire

et à mesure grâce à des subventions de la ville et à l'implication de ses jardiniers, notamment soucieux de cultiver "naturel".

Francisque, agenouillé en bordure d'une parcelle, bricole le système d'arrosage automatique. Lui aussi vient donner un coup de main deux fois par semaine, depuis presque dix ans. « On a profité d'une subvention de la région pour installer le goutte-à-goutte, explique-t-il, satisfait. Tout le monde est ravi, ça économise presque 50 % d'eau tout en limitant les maladies des plantes, et les gens ont plus de temps pour s'occuper de leur parcelle. »

L'esprit de famille

« Ces retrouvailles au jardin sont une véritable bouffée d'air frais pour ces personnes souvent isolées ou sans emploi, et certaines se connaissent depuis des années », explique Aurélie Farcy, l'animatrice de la délégation du Rhône qui leur rend régulièrement visite.

C'est ce que confirme Fernand en avouant qu'à son arrivée ici il y a trois ans, il était « tombé sur une famille ». « Pour nous, elle est ici, la maison de campagne », murmure-t-il. Le soleil se cache derrière une HLM, laissant son ombre grignoter les plantations. Le calme ambiant est percé d'éclats de rire, ceux des jardiniers profitant d'un dernier moment avant de rentrer, cagettes de légumes frais dans les bras. ■

+ ÉCLAIRAGE ROBERT ANTOINA, RÉFÉRENT DES ACTIONS COLLECTIVES DE LA DÉLÉGATION DU RHÔNE

« Le travail en réseau entre les jardins est essentiel pour leur donner un second souffle »



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

« **L**e jardin solidaire de Caluire-et-Cuire a été le premier à naître dans la région du Rhône, qui en compte sept aujourd'hui, tous porteurs des valeurs du Secours Catholique.

À l'origine, ce jardin était un jardin d'insertion, avec pour but de favoriser d'abord le lien social entre les personnes accueillies, isolées, sans emploi ou aux faibles revenus. La parcelle collective est donc restée, mais sa gestion a évolué grâce à une réflexion plus participative, qui se fait avec les personnes accueillies.

Dans cette dynamique, nous travaillons actuellement à l'établissement d'une

charte générale pour tous les jardins, eux-mêmes régis par un texte révisable chaque année par l'ensemble des jardiniers et les animateurs des jardins. Cela nous permettra de réaffirmer les valeurs porteuses de cette action, notamment le vivre-ensemble, mais aussi d'accueillir dans de bonnes conditions de nouveaux jardiniers, comme Gelbere, un Congolais arrivé à Caluire il y a moins d'un mois, et aujourd'hui très bien intégré.

En parallèle, trois rencontres annuelles sont organisées entre les différents jardins de la délégation, pour permettre d'échanger sur les thématiques de travail, mais aussi sur des savoir-faire. La dernière a d'ailleurs eu lieu à Caluire, fin octobre. »

Propos recueillis par Adèle Martignon



1



2



3



4



5

En action(s)

Après la cueillette collective, propice aux discussions **1**, André, Patrick et toute l'équipe de Caluire se réjouissent de leur récolte fructueuse **2** et **5**.

Alain est l'un des « piliers » du jardin **3** ; il a appris à Marlyn à planter ses premières graines. Aux côtés d'Esmeralda, l'épouvantail qu'elle a fabriqué pour veiller sur les parcelles **6**, elle transmettra à son tour ses astuces aux nouveaux arrivants, comme Gelbere **4**.

PHOTOS : XAVIER SCHWEBEL / S.C.-C.F.



6



Rencontre

SANDRA AWAD

Syrie, la guerre vue de l'intérieur

Entrée à Caritas Syrie en 2013 comme assistante administrative, Sandra est depuis avril 2015 directrice de la communication de l'organisation. Et pour cause. Sandra aime avant tout écrire, dire et rencontrer. Pourtant aujourd'hui, à Damas, la tâche n'est pas aisée.

PAR HÉLÈNE VALLS PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

« Comment pouvais-je imaginer que soudain, à toute vitesse, en moins de trois ans, mon quotidien serait balayé par la guerre ? » Sandra a 38 ans. Elle a toujours vécu à Damas mais ne reconnaît plus la ville qui l'a vue naître et grandir. Une grande sécurité régnait dans les rues où se côtoyaient sans distinction les musulmans, les chrétiens, les laïcs... Issue de la minorité chrétienne, Sandra et ses proches bénéficiaient d'une certaine liberté et n'ont jamais

été inquiétés dans l'exercice de leur culte et la célébration des fêtes religieuses se faisait sans difficulté. Fin 2010, les Syriens se sentaient loin des contestations populaires qui éclataient en Tunisie ou en Égypte. « En somme, confie-t-elle, le Printemps arabe nous était étranger. » Puis une rumeur est parvenue du sud-ouest du pays. Des étudiants de Daraa avaient été emprisonnés et torturés pour avoir inscrit des propos contre le régime sur les murs de leur univer-

sité. L'inquiétude est montée... Peu à peu, l'émergence de mouvements de contestation, auxquels le régime syrien a répondu par la voie des armes, a plongé le pays dans une guerre dévastatrice, jetant la moitié de la population hors de ses foyers. Damas, épargnée quelque temps, a fini par être bombardée. Sandra parle de « voix » pour décrire le bruit que font les fusées et les bombes avant de s'abattre sur la ville. « J'ai fini par m'habituer à ces voix, elles font désormais partie de ma vie et mes enfants ne se demandent même pas pourquoi ils vivent cachés et reclus. Un jour, alors que je faisais réciter à ma fille sa leçon de sciences, j'ai réalisé qu'elle n'avait jamais vu un papillon. Et la réalité m'a sauté aux yeux : la guerre la prive, elle et tous les enfants syriens, de son enfance, des joies simples d'un pique-nique dans un parc de la ville ou dans les vergers qui nous entourent. »

BIOGRAPHIE

1977 : naissance à Damas

2013 : entrée à Caritas Syrie

2015 : directrice de la communication de Caritas Syrie

Résister

Ces enfants connaîtront-ils un jour ce pays en paix ? Sandra tente de défier le sort en posant une grande nappe pleine de victuailles à l'ombre de l'arbre situé au pied de sa maison. Et en racontant aux siens cette Syrie-là, celle qu'elle aime, celle qu'elle n'a pas voulu quitter. Beaucoup sont partis. À cause de la



CE QUE JE CROIS

Je crois que la révolution n'a servi à rien. Le peuple syrien n'était pas prêt pour la démocratie. Elle ne peut se décréter. Pour moi, c'est une façon de penser qui se construit petit à petit. Elle doit être le fruit d'une instruction transmise aux enfants dans les écoles génération après génération, pour qu'un jour elle devienne réalité. ”

peur qui engendre le repli sur soi ; de la perte d'un travail ou d'une maison bombardée ; des pénuries qui privent les habitants de l'essentiel comme la nourriture ou le gaz pour se chauffer. Sandra a choisi de rester pour aider son peuple d'une manière concrète. « J'ai travaillé dix ans comme réceptionniste à l'ambassade du Canada et j'ai gardé de ce poste le goût de la rencontre. J'étais le premier point de contact des réfugiés. » En 2013, elle rejoint la Caritas syrienne mais la fonction administrative qu'elle y exerce la prive des relations humaines auxquelles elle tient. Alors, avec l'aide de sa mère et de l'une de ses sœurs, elle décide d'ouvrir une salle de jeux pour les enfants de 3 à 9 ans. Les Lego sont rapidement transformés en fusées et en tanks,

les feuilles de papier rapidement recouvertes de scènes de guerre... Malgré plusieurs tentatives pour instaurer une ambiance plus légère, les jeux tournent invariablement au combat. Sandra a toujours aimé raconter des histoires. Celle que tout un peuple subit de l'intérieur doit s'écrire, Sandra ne peut plus se taire. Les réseaux sociaux seront son premier vecteur de transmission. Elle diffuse donc ses textes sur Facebook et ses relais deviennent de plus en plus nombreux. Elle a du talent. La Caritas lui propose en avril 2015 de devenir directrice de la communication. Depuis cette date, Sandra écrit pour témoigner du quotidien des 7 millions de personnes qui tentent de survivre sur place et des 4 millions de déplacés qui fuient les combats.

Sans oublier le travail de la Caritas syrienne, qui brave les difficultés et les dangers pour continuer d'apporter son soutien aux plus vulnérables depuis ses centres répartis dans six régions. À l'assistance alimentaire et financière s'ajoute l'aide médicale et psychologique. Dans ce contexte, dire l'indicible devient essentiel, pour Sandra comme pour son peuple. Pour la paix de demain, pour ce rêve qu'elle fait souvent : « Celui de me réveiller un matin et de découvrir que la guerre est finie et que tout est pardonné... » ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> **Histoire de la Syrie (1918 à nos jours)** de Xavier Baron – Editions Tallandier. L'ancien directeur de l'Agence France-Presse pour le Proche-Orient revient sur l'histoire de ce pays qui est le fruit d'un partage arbitraire des provinces arabes de l'Empire ottoman par les Européens et qui fut occupé entre les deux guerres mondiales par la France.

> **La rage et la lumière (Un prêtre dans la révolution syrienne)** de Paolo Dall'Oglio – mai 2013 – Editions de l'Atelier. Le 29 juillet 2013, le père Paolo Dall'Oglio était enlevé en Syrie. Vous pouvez vous associer à ceux qui prient pour lui et qui perpétuent la flamme de son engagement sur le site : paolodalloglio.com



DÉCRYPTAGE

MOBILITÉ

ABOLIR LES DISTANCES

INTERVIEW 16
MARC FONTANÈS

SOLIDARAUTO 17
UN GARAGE COMME LES AUTRES

ISOLEMENT 18
LE MINIBUS DANS LA VALLÉE

Le fait de ne pouvoir chercher du travail ou aller chez son médecin, de devoir renoncer à une vie sociale ou à ses droits parce qu'on n'a aucun moyen de transport pour accomplir les démarches quotidiennes est un véritable handicap. En consacrant la seconde partie de son nouveau rapport Statistiques à la mobilité, le Secours Catholique aborde l'isolement, une pauvreté cachée que les équipes du Secours Catholique-Caritas France rencontrent tous les jours et à laquelle elles tentent d'apporter des remèdes.

PRÉCARITÉ

La fracture mobilité

Comment avoir une vie sociale quand on n'a ni véhicule ni transports en commun ? Bon nombre de personnes rencontrées au Secours Catholique s'épuisent à chercher des moyens de se déplacer. L'étude sur la mobilité de notre rapport Statistiques annuel mesure l'impact de cette perte d'autonomie sur les plus fragiles.

ENQUÊTE : JACQUES DUFFAUT / PHOTO : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

La France compte entre 6 et 8 millions de précaires de la mobilité et jusqu'à 20 % des adultes en âge de travailler ont du mal à se déplacer. La mobilité est un thème émergent. Depuis quelques années, la presse s'y intéresse. Le problème réunit à son chevet des acteurs économiques, politiques et associatifs. En 2013 est créé le Laboratoire de la mobilité inclusive, "think tank" social auquel participe le Secours Catholique. « *La mobilité n'est pas une thématique comme le logement, l'isolement ou l'emploi. C'est une problématique transversale qui a un impact sur chacune de ces thématiques* », précise Guillaume Alméras, responsable de l'Emploi et de l'économie solidaire au Secours Catholique.

Alors pourquoi le Secours Catholique y a consacré la moitié de son rapport annuel ? « *Dans les statistiques des dernières années, nous avons noté une augmentation des demandes d'aide à la mobilité (carburant, achat de véhicule, permis de conduire)*, explique Dominique Saint-Macary, auteur du rapport Statistiques paru début novembre. *Nous voulions étudier le lien entre pauvreté et difficultés de mobilité.* »

Zones reculées

Menée auprès de 4 355 personnes en France (outre-mer compris), proches du Secours Catholique (accueillis, bénévoles, salariés et leur entourage), cette étude révèle un net décrochage en termes de mobilité entre les "actifs précaires" (adultes de moins de 60 ans aidés par le Secours Catholique) et le reste de la population. Les deux-tiers des actifs précaires interrogés sont sans emploi (chômeurs, RSA, sans-papiers). La moitié seulement ont le permis de conduire, 25 % de moins que les "actifs non précaires" et 20 % de moins que les personnes précaires de plus de 60 ans. Les générations précédentes, même précaires, étaient donc plus mobiles.

Symbole d'autonomie et de liberté, l'automobile devient un luxe. Achat, entretien, stationnement, contrôle technique, assurance, auxquels s'ajoute le coût élevé du permis de conduire (1 600 euros en moyenne), la rendent désormais inaccessible à tout un pan de la population. En ville, s'il est assez fréquent de ne pas en avoir et de rouler en bus ou à vélo, il n'en est pas de même dans les zones reculées, urbaines ou rurales, où la voiture est obligatoire pour aller travailler, conduire les enfants à l'école, faire ses courses. Actuellement, 40 % des actifs précaires vivant en ville ou en périphérie possèdent une voiture, presque autant que 44 % des actifs précaires vivant dans des lieux isolés. Les actifs non précaires des lieux isolés disposent, eux, d'une voiture dans 78 % des cas.

Avec moins de 1 000 euros par mois, il est très ■■■

+ LE POINT DE VUE DE VALÉRIE BALLEREAU, ANIMATRICE DE LA DÉLÉGATION DU SECOURS CATHOLIQUE DU BERRY



Il y a dix ans, nous avons mis en place un service de vélomoteurs pour favoriser l'emploi. Financés en partie par le conseil départemental et la Caisse d'Épargne, ce service perdure et a toujours autant de succès. Il a pour premier objectif de répondre à un besoin professionnel : se rendre au travail, suivre une formation professionnelle ou faire des démarches auprès de Pôle emploi.

Nous travaillons avec des structures d'insertion qui font appel à nous lorsqu'une personne se trouve dans

l'impossibilité de se déplacer pour se rendre à son travail.

Nous avons actuellement 11 vélomoteurs

dont 11 personnes bénéficient. Un bénévole référent reçoit les candidats à ce service, vérifie que le vélomoteur est bien emprunté pour des raisons professionnelles et s'assure que la participation demandée est versée. Cette participation est de 5 euros par semaine ou de 20 euros par mois. Les bénéficiaires du service ont à leur charge l'entretien et le carburant nécessaires au vélomoteur. Mais la révision, l'assurance et les grosses réparations restent à la charge du Secours Catholique. Grâce à ce service, plusieurs personnes ont décroché un CDI et pu s'acheter une voiture personnelle.

Propos recueillis par J.D.

+ PLUS D'INFOS
berry.secours-catholique.org

■ ■ ■ difficile d'avoir une voiture, de l'assurer et de l'entretenir : l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) estime à 295 € le budget voiture. Or, la voiture est un complément du logement. Les loyers peu chers des campagnes ont attiré un public pauvre où l'accès à l'emploi est compliqué, l'accès aux droits limité par la fermeture des services de proximité (médecin, banque, pôle emploi, etc.). Même observation dans l'étalement urbain qui amène les plus pauvres aux dernières extrémités des grandes villes.

Mobilité inversée

Ceux qui n'ont pas de voiture prennent les transports en commun quand ils existent près de chez eux (61 %), presque autant que les actifs non précaires (67 %). Ces derniers (40 %) utilisent plus le covoiturage que les premiers (25 %).

« *Les modes de déplacement en France sont en train de changer*, explique Guillaume Alméras. *On a vu apparaître de petites actions de mobilité inversée, ces services qui viennent à vous et vous évitent d'aller à eux.* » Plusieurs équipes rurales du Secours Catholique ont ainsi mis sur roues des services destinés à aller vers les personnes isolées : cuisines roulantes, épiceries solidaires, taxis à la demande, bibliothèques itinérantes. Mais la mobilité inversée, ce sont aussi des services tels qu'achats, livraisons ou télémedecine effectués via Internet. Autant de pistes pour rompre l'isolement.

Cette étude sur la mobilité tient compte des initiatives prises sur le terrain, depuis le taxi ou le minibus "à la demande" jusqu'aux garages solidaires, en passant par la location de mobylettes. Les auteurs du rapport souhaitent que l'État pense un nouveau schéma national pour la mobilité durable et que les conseils régionaux, qui seront à partir de 2017 chargés de l'organisation du transport ferroviaire (TER) et chefs de file de l'intermodalité et de la complémentarité entre les différents modes de transport, prennent en compte les besoins de tous et en particulier des plus précaires. ■

INTERVIEW MARC FONTANÈS

« Sortir du dilemme voiture-transports en commun »

Interview de Marc Fontanès, sociologue des organisations et fondateur de l'entreprise sociale Auxilia.

Mobilité et liberté sont-ils synonymes ?

La voiture est le symbole caricatural d'un espace de liberté extraordinaire. On pense toujours mobilité, liberté, flexibilité. Or la réalité est tout autre. Il y a peu de cas où la mobilité est "choisie". Elle est souvent "subie" par la distance entre son lieu de vie et son lieu de travail, par exemple.

Quelles populations subissent l'absence de mobilité aujourd'hui ?

Environ 20 % de la population en âge de travailler était confrontée à des problèmes de mobilité. En gros, les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, travailleurs précaires ou pauvres. Plus les seniors qui arrêtent de conduire et les personnes atteintes de handicap. Cette mobilité fragile, contrainte, inclusive, concerne environ 30 % de la population.

Comment améliorer leur mobilité ?

En prenant mieux en compte leurs demandes, en construisant des offres et des services en conséquence. Il faut sortir de la dichotomie voiture-transports en commun. Il y a d'autres solutions : voiture partagée, taxis à la demande, vélo, etc. Il y a aussi des solutions de non-déplacement : on n'est pas toujours obligé de se déplacer. Si la mobilité est un droit, elle n'est pas non plus une obligation. On peut faire plein de choses à partir de l'endroit où l'on est.

Grâce à Internet ?

Pas uniquement. Une multitude d'applications se développent rapidement. Début octobre au Congrès mondial des transports intelligents à Bordeaux, le numérique s'est mis au service de la mobilité. Une petite start-up proposait d'agrèger l'ensemble des possibilités de mobilité de tout un territoire : vous êtes ici et vous voulez aller là, plusieurs offres concurrentes sont proposées (selon le temps, le parcours, le prix, l'impact environnemental) et vous choisissez. C'est une solution intelligente.



ABDOUCOURI

L'État peut-il résoudre ces problèmes ?

L'État intervient plutôt par le biais des politiques sociales et de solidarité. Par exemple, Pôle emploi dispose d'une "aide pour le retour à l'emploi", qui représente plusieurs millions d'euros chaque année. C'est l'action sociale qui gère ces budgets, pas les services en charge des transports et de la mobilité. Cela pose des questions de transversalité et de bonne utilisation de ces moyens. Un professionnel de l'action sociale ne connaît pas forcément grand-chose à la mobilité.

Que peut-on faire ?

Créer une délégation interministérielle à l'échelle nationale, par exemple. Au plan local, considérer la réalité de la vie quotidienne, c'est-à-dire les bassins de vie, les bassins d'emploi. Mettre autour de la table les acteurs concernés, en priorité ceux de l'économie sociale et solidaire qui ont des solutions et qui connaissent les problématiques de territoires. Ensuite, il existe de nombreuses aides pour l'insertion, l'accès à l'emploi, les seniors, la perte d'autonomie. Or ces aides sont éparpillées et leurs critères compliqués pour y accéder. D'où un nombre important de non-recours. Il faut simplifier l'accès à ces aides. Enfin, il y a la question de l'apprentissage. Quels que soient les publics, on rencontre une problématique d'apprentissage de la mobilité. Être mobile, ce n'est pas inné, cela s'apprend. Il faut donc apprendre la mobilité aux personnes qui en ont besoin.

Propos recueillis par Jacques Duffaut

SOLIDARAUTO

Un garage comme les autres

Le Secours Catholique-Caritas France accompagne deux garages solidaires et compte en développer d'autres à travers le réseau Solidarauto. Une autre façon de s'associer aux personnes connaissant des difficultés de mobilité.

Rien ne les distingue des autres. Leurs parkings débordent de voitures, leurs ateliers sentent l'essence et l'huile de vidange. Et dans une demi-pénombre, des mécaniciens en salopette plongent sous les capots. Les garages solidaires sont des garages comme les autres. Seuls diffèrent l'esprit et le prix. À Trélazé, près d'Angers, le premier garage solidaire du réseau Solidarauto – soutenu financièrement par le Secours Catholique – pratique un tarif très concurrentiel : 35 euros l'heure de réparation exonérée de taxes. Ce prix s'applique aux bénéficiaires des minima sociaux. Les autres clients paient un tarif plus proche de celui du marché (58 euros l'heure + TVA). Le directeur de ce garage du Maine-et-Loire, Denis Cambou, se félicite de l'augmentation de 30 % du chiffre d'affaires depuis deux ans, signe qu'il répond à un vrai besoin.

Don et insertion

Les tarifs pratiqués s'expliquent : ces garages solidaires sont des associations et non des entreprises commerciales. Ils sont gérés bénévolement et accueillent des salariés en insertion. Pour rentabiliser au mieux leur activité et être au plus près des personnes en difficulté, ils louent parfois un coin d'atelier aux mécanos amateurs, devenant le lieu de réunion des amoureux du cambouis. Mais la plupart font effectuer les réparations par les mécaniciens en insertion,

A VOIR

Retrouvez Solidarauto 38 en images sur www.fondationcaritasfrance.org/videos/test-123

sous le contrôle d'un professionnel. Deux ans auparavant, au Solidarauto 49 de Trélazé, les réparations représentaient jusqu'à la moitié du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, le ratio est de 60 % pour les réparations et 40 % pour la vente et la location de véhicules. « *La location, précise Jean-Marie Beaucourt, administrateur de Solidarauto, est un service rendu sur lequel on ne gagne pas d'argent. L'an dernier, les cinq véhicules mis en location n'ont rapporté que 9 300 euros à la structure.* » Devant le besoin de

mobilité toujours croissant, la flotte des voitures de location est passée cette année à sept véhicules.

La vente, elle, porte sur des véhicules donnés et remis à neuf. Donner sa vieille voiture ouvre droit à une réduction d'impôt pour le donateur et permet à ces garages de ne pas être des gouffres financiers. Tous les véhicules ne peuvent être réparés. Ceux qui sont remis en état sont vendus (garantis pièces et main-d'œuvre) à des prix défiant toute concurrence. L'an dernier, Solidarauto 49 a vendu 91 voitures (sur les 112 données), pour un chiffre d'affaires de 183 000 euros, soit une moyenne d'environ 2 000 euros par voiture. Avec les 256 000 euros de chiffre d'affaires sur les réparations, l'association a pu clore son exercice 2014 en équilibre. Mais parce qu'il repose sur le don, ce modèle économique reste fragile.

En avril 2015, le garage de Trélazé a ouvert une annexe dans un ancien garage de quartier à Angers. Le succès a été immédiat. Avec deux postes supplémentaires, le nombre de salariés de Solidarauto 49 est passé de 8 à 10 : 4 personnes en insertion et 6 salariés permanents. Après avoir essaimé à Grenoble l'an dernier (Solidarauto 38), le réseau pourrait bientôt se doter d'autres garages à Rouen, Fontainebleau ou Clermont-Ferrand. ■

Jacques Duffaut

Charge mensuelle d'une automobile





ISOLEMENT

Le minibus dans la vallée

Dans les Pyrénées-Orientales, une équipe du Secours Catholique vient de se doter d'un minibus dans l'intention de rompre l'isolement des personnes en manque de mobilité.

Fin septembre. La tramontane qui balaie la vallée de l'Agly teinte le ciel d'un bleu acier. Prise entre les Fenouillèdes, piémont des Pyrénées, et les fières roches des Corbières au nord, la vallée abrite les vignobles dorés du Rivesaltes et du Maury. « *La récolte est bonne* », déclare Pascal Bozec, ouvrier viticole et responsable de l'équipe du Secours Catholique du secteur. « *Avec la chaleur de cet été, le vin sera exceptionnel en qualité comme en quantité.* » Bonne nouvelle pour ce territoire qui, en huit ans, a vu

disparaître 20 000 hectares de vigne, les deux tiers de sa surface maraîchère et les emplois correspondants. En vingt ans, 42 % des exploitations agricoles de la vallée ont disparu. À une cinquantaine de kilomètres de Perpignan, Saint-Paul-de-Fenouillet est le plus gros bourg avec presque 2 000 habitants. C'est là que Pascal a constitué son équipe, à la demande du curé et avec le soutien de Thierry Vidal. animateur à la délégation Aude-Roussillon du Secours Catholique, Thierry Vidal est en charge de ce territoire montagneux. La délégation a aidé à financer plusieurs achats et réparations de véhicules ainsi que le permis de conduire d'une jeune fille. Comme dans toute zone rurale, les besoins en mobilité du secteur du Fenouillèdes sont criants et c'est pour y répondre que la nouvelle équipe s'est constituée il y a deux ans. Elle compte actuellement neuf bénévoles. Ce secteur, appelé aussi Haute-Vallée de l'Agly, comprend une trentaine de villages où vivent



YANN CASTANIÈRE / L'HANSELUCAS.COM / S.C.-CF

Depuis juin, en effet, l'équipe de Saint-Paul s'est équipée d'un véhicule Peugeot 9 places (conducteur compris) pour déployer ses actions. L'étude de secteur réalisée par Thierry Vidal avait fait apparaître toute une liste de besoins qu'un seul véhicule pouvait combler : transporter les personnes isolées chez le médecin, au supermarché, dans des administrations, à la banque. Participer aussi à des activités collectives qui permettent de sortir de l'isolement.

Navettes

Acheté neuf pour 20 000 euros, ce véhicule est désormais à la disposition des personnes qui en font la demande. L'équipe avait d'abord pensé à un service d'épicerie itinérante pour pallier l'absence de commerces d'alimentation dans les villages. Pour cela, elle s'était rapprochée d'une autre équipe du Secours Catholique qui avait monté le même service. « *L'épicerie solidaire du Var*, nous dit Pascal, dessert trois gros villages de 6 000 habitants environ. Mais ici, nous nous sommes vite rendu compte que les villages n'étaient pas assez peuplés. Les gens ont honte de venir chercher un colis alimentaire sur la place. »

Après réflexion, l'équipe a décidé d'utiliser le minibus comme taxi à la demande. « *Il permettra à des jeunes d'aller à leur activité théâtrale, il a déjà servi à transporter des enfants et des familles vers leurs lieux de vacances.* » Pascal Bozec, qui a un passé d'animateur d'aumônerie et d'adjoint au maire, sait que l'aide doit s'adapter au contexte. Inutile d'instaurer des navettes à heure précise, elles ne conviendraient pas. L'idée est d'être en lien direct avec les personnes qui en ont besoin. Un numéro de téléphone suffit pour prendre rendez-vous. L'un des bénévoles se chargera de conduire le véhicule. Une participation symbolique est demandée. L'équipe de Saint-Paul-de-Fenouillet entend profiter de ce véhicule pour promouvoir et développer des ateliers cuisine et théâtre, une bibliothèque itinérante, un service de lecture à domicile, des aides à domicile pour les personnes âgées et toute autre activité bienvenue pour rompre l'éloignement des personnes en précarité. Maintenant, l'équipe va contacter les directeurs de maisons de retraite, les infirmières itinérantes et toutes les mairies pour faire savoir à tous qu'ils ne sont plus seuls. ■

Jacques Duffaut

L'équipe de bénévoles de Saint-Paul-de-Fenouillet lors de leur visite à Massimo, dans le petit village de Felluns.

11 000 personnes et auxquels on accède par des routes étroites et sinueuses.

Pour arriver jusqu'à Felluns, 65 habitants, une quarantaine de maisons enroulées autour d'une petite place, les véhicules frôlent les ravins. Dans les ruelles, la vie semble ralentie. Massimo vit dans un petit deux-pièces en rez-de-chaussée qu'il loue 290 euros par mois. Sarde de naissance, il a passé une grande partie de sa vie en Guadeloupe. Embauché pour les vendanges par la cave viticole du village, à quelques mètres de chez lui, il ne se plaint pas trop de son sort. Mais il aimerait pouvoir sortir un peu, croiser des gens, voir du monde. « *Il y a bien un taxi qui descend certaines personnes au marché de Prades une fois par semaine, dit-il, et le bus scolaire. Mais sorti de là, il n'y a rien. L'assistance sociale m'a mis en relation avec le Secours Catholique et c'est comme ça que j'ai appris qu'il y avait un minibus que je pourrais utiliser pour me déplacer.* »

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Covoiturage dans la Loire

> Dans la commune de Saint Just-en-Chevalet (Loire), la délégation du Secours Catholique a mis en place un service de covoiturage pour « dépanner » les personnes ayant des problèmes de mobilité. Pour trois euros, ces personnes peuvent réserver à l'avance chauffeur bénévole et véhicule pour un déplacement dans un rayon de 50 kilomètres maximum. Voir la vidéo : <https://youtu.be/4tPI8K7g61E>

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE FARAH

ÎLE-DE-FRANCE

Une famille en détresse

Atteinte d'une maladie invalidante et évolutive, Farah a dû abandonner son travail. Faute d'un ascenseur dans son immeuble, la famille s'est résolue à acquérir une petite maison pour faciliter ses déplacements. Or c'est seulement après leur installation que Farah et sa famille ont découvert la grande faiblesse de la maison : une isolation inexistante, dont le vendeur n'avait pas fait état. Il en est résulté une facture de chauffage très élevée et malgré cela une humidité insupportable. L'état de Farah s'est aggravé, entraînant une longue hospitalisation. Désormais les travaux d'isolation indispensables doivent être réalisés d'urgence. Les époux ont obtenu l'aide du dispositif "Habiter mieux", réuni le reste de leurs économies, reçu un soutien financier de leur famille. Mais le reste à charge demeure trop élevé pour leurs moyens, malgré un budget bien géré. Ils réduisent drastiquement leurs dépenses et le mari de Farah a obtenu de travailler de nuit pour s'occuper de son épouse et de leurs trois enfants dans la journée. 3 200 euros permettront à cette famille de boucler le budget des travaux et de sauvegarder son équilibre financier.

APPEL D'ÉLISE

BRETAGNE

Améliorer son autonomie

Orpheline très tôt, Élise a été placée dans des familles d'accueil jusqu'à sa majorité. Âgée maintenant de 23 ans, elle se prend en charge et

fournit beaucoup d'efforts, sans réussir à stabiliser sa situation financière, car dans sa région pauvre en emplois elle n'a jusqu'ici trouvé que des contrats précaires. Elle se rend à pied sur ses lieux de travail, ou en sollicitant ses voisins. Avoir le permis de conduire élargirait ses possibilités

d'emploi. Élise a commencé la préparation au permis, mais elle ne peut le financer entièrement. 1 200 euros seront pour elle un grand soulagement.

APPEL DE THIBAUT

PAYS-DE-LA-LOIRE

Reconversion

Après une cessation d'activité, Thibaut recherche un emploi depuis un an, sans résultat. Il a entrepris une formation qui validera son permis de conduire transport logistique, afin de trouver un emploi de chauffeur routier. Pour les déplacements liés à sa formation, et ensuite à sa profession et ses besoins familiaux – Thibaut a quatre enfants – il lui faut d'urgence un véhicule, que sa situation précaire ne lui permet pas d'acquérir. Moyennant 2 000 euros, un garage solide lui fournira une voiture d'occasion fiable.

APPEL DE NADIA

PAYS-DE-LA-LOIRE

Une famille s'agrandit

La naissance prochaine de leur cinquième enfant a décidé

Nadia et son mari à transformer le garage de leur maison en une chambre pour deux de leurs enfants. Le budget très serré du couple ne lui permet pas de financer les travaux. Avec l'entraide familiale, celle des amis et des voisins, ils vont les réaliser eux-mêmes. Nadia et son mari font un apport pour l'achat de matériaux, mais 2 000 euros sont encore nécessaires.

APPEL D'ANTONIN

RHÔNE-ALPES

Un diplôme en suspens

Réfugié et titulaire d'une carte de séjour, Antonin a été licencié par son entreprise en dépôt de bilan. Pour retrouver un emploi dans un secteur porteur, il a entrepris une formation qu'il s'efforce de financer seul. Il l'a maintenant terminée avec succès, mais l'organisme refuse de lui délivrer son diplôme tant qu'il n'aura pas réglé le solde. Or Antonin, malgré ses efforts, n'y parvient pas. Ses demandes d'aide n'ont pas abouti. Il lui faut pourtant son diplôme pour pouvoir travailler ! 580 euros permettront de dénouer la situation.



PROJET INTERNATIONAL

Pérou : pratiques agricoles et commerce équitable

Des cultures d'exportation comme la banane et le cacao progressent dans la région de Piura, au nord du Pérou.

Partenaire du Secours Catholique, le Centre de recherche et de promotion des paysans (Cipca) soutient l'association locale de petits producteurs Aspraora qui lutte pour se faire une place au sein du marché des bananes et du cacao biologiques. Afin d'augmenter le rendement à l'hectare de ces cultures, d'améliorer la qualité de la production et d'accroître le nombre de clients, l'association et le Cipca organisent des formations sur les bonnes pratiques agricoles et le commerce équitable (cf. "Vu sur place" p. 7). Les agriculteurs participant au projet doivent mieux maîtriser les techniques commerciales. Les deux



organisations les forment donc : marketing, négociation, stratégie commerciale, conditionnement des bananes, fermentation du cacao... Le Secours Catholique envisage un engagement de 64 000 euros. ■

GRÂCE À VOUS...

En juillet-août derniers, nous faisons appel à votre générosité pour Aline, qui avait été quittée par son compagnon à l'annonce de sa grossesse. Aline avait dû ensuite interrompre son activité pour raisons médicales. Après la naissance du bébé, elle avait connu une longue période de chômage. Dépourvue de ressources, elle s'était retrouvée sans domicile avec son bébé, avant d'être recueillie dans un hébergement d'urgence de sa commune. Puis elle avait retrouvé des CDD et une période infernale avait commencé, en raison des trajets domicile/travail/nourrice (100 km aller-retour chaque jour) à bord de son véhicule hors d'usage. Enfin, elle avait trouvé un CDI beaucoup mieux situé pour elle, mais avec encore de nombreux déplacements. Or son véhicule venait de cesser ses services et son emploi était menacé, alors que ses finances ne lui permettaient pas encore de le remplacer. Grâce à vous, Aline a pu acquérir un véhicule. Elle nous écrit qu'il lui a « véritablement sauvé la vie. (...) Sans celui-ci, je perdais mon travail (...) Il y a six mois, je me trouvais sans travail, sans logement, je peux aujourd'hui, et grâce à vous, jouir d'une vie professionnelle, sociale et familiale épanouie. »

+ LE SAVIEZ-VOUS ?



Confiance et confidentialité

Le Secours Catholique est membre cofondateur et adhérent du comité de la Charte. Cet organisme sans but lucratif exerce depuis plus de vingt-cinq ans le contrôle de l'appel à la générosité publique.

Son action consiste en :

- > l'élaboration des règles de déontologie,
- > l'agrément des organismes volontaires pour se plier à une discipline collective vis-à-vis des donateurs,
- > le contrôle continu des engagements souscrits.

Les quatre champs du contrôle continu exercé par les contrôleurs du Comité sont le fonctionnement statutaire et la gestion désintéressée, la rigueur de la gestion, la qualité de la communication et des actions de collecte de fonds, la transparence financière.

Le Secours Catholique agit ainsi en toute transparence et se soumet volontairement au contrôle de cet organisme. De plus, les comptes de l'association sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte.

Le rapport d'activité, le bilan financier et *l'Essentiel* sont disponibles sur notre site Internet. Vous pouvez également nous demander de vous les adresser. *L'Essentiel* est aussi transmis avec le numéro de septembre de *Messages* chaque année.

Le Secours Catholique est l'une des rares associations à préserver ses donateurs : toutes leurs données restent confidentielles. Le Secours Catholique ne pratique ni l'échange ni la vente des coordonnées de ses donateurs à d'autres organismes, hormis la fondation Caritas France qui est partenaire (sauf avis contraire de votre part).

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Pérou : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 706 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Farah : €
- l'appel d'Élise : €
- l'appel de Thibaut : €
- l'appel de Nadia : €
- l'appel d'Antonin : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 529 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



ÉVANGILE SELON SAINT MARC, 7-5, 14-23

C'est ce qui sort de l'homme qui le rend impur

Les pharisiens et les scribes demandent à Jésus : « Pourquoi tes disciples ne suivent-ils pas la tradition des anciens ? Ils prennent leurs repas avec des mains impures. » Jésus répond : « Hypocrites, vous laissez de côté le commandement de Dieu, pour vous attacher à la tradition des hommes. » Et Jésus dit à la foule : « Rien de ce qui est extérieur à l'homme et qui entre en lui ne peut le rendre impur. Mais ce qui sort de l'homme, voilà ce qui rend l'homme impur. » Puis il dit à ses disciples : « Ne comprenez-vous pas ? Ce qui entre dans l'homme n'entre pas dans son cœur mais dans son ventre, pour être éliminé. C'est du cœur de l'homme que sortent les pensées perverses. Tout ce mal vient du dedans, et rend l'homme impur. »

◀ La tentation du Christ, tableau de Ary Scheffer (1795-1858).

« Et si Dieu était en chacun de nous ? »

PAR LE GROUPE DE L'ÉVANGILE AU BAS DES TOURS



Ce qui est impur, c'est ce qui fait tomber ton frère. ”

« **Q**uand j'entends : le mal vient du dedans et rend l'homme impur, c'est dur. Jésus est énigmatique ! »

« Incompréhensible, oui ! Tout le monde s'en allait, c'était trop dur. De 5 000 personnes à la multiplication des pains, il en reste 12 et Jésus leur demande : et vous, voulez-vous m'abandonner ? »

« J'ai trouvé une réponse, en replaçant la vie de Jésus dans notre propre vie. Dans une famille de dix enfants, on apprend tous à prier, mais il y en a un seul peut-être qui va comprendre ce

qu'est la prière et il ne sera pas compris des autres. Seul, lui saura. »

« Jésus est un visionnaire. Il a une autre façon de voir les choses, une façon qui bouscule les habitudes et la vie. »

« Jésus est révolutionnaire, il vient changer les choses et nous ne comprenons pas ce qu'il veut pour nous. »

« Il insiste sur le mal qui est en nous, c'est ce qu'il faut arrêter ! »

« C'est ce que nous portons dans nos cœurs qui est important. Ce message

devait être une bombe lancée par Jésus à cette époque ! »

« Jésus donne un message qui rend humain, qui libère. Et si Dieu était en chacun de nous ? »

« Est-ce que Jésus vit en moi, en l'être humain ? Jésus vit-il dans nos vies ? »

« Il ne faut peut-être pas lutter contre le mal, mais rechercher le bien : pour ne pas avoir de mauvaises pensées, ayons-en des bonnes ! »

« Moi, j'ai un exemple : quelqu'un sort de l'hôpital où il est allé pour des problèmes d'alcool. On lui propose de l'alcool, c'est ce geste qui est impur. Ce qui est impur, c'est ce qui fait tomber ton frère, ce qui le fragilise. »

« Merci, je vois beaucoup plus clair. » ■

✚ PAROLE DE L'AUMÔNIER GÉNÉRAL PÈRE DOMINIQUE FONTAINE

L'impureté n'est pas là où on pense



E-PERRIOT / S.C.-E.F.

Les membres de ce groupe, qui ont l'habitude de lire l'Évangile ensemble depuis des années, ont pris comme façon de procéder de « replacer la vie de Jésus dans (leur) propre vie ». Ils sont devenus très sensibles aux paroles de Jésus, ces paroles qu'on ne comprend pas au début, mais qui bousculent et qui obligent à un choix personnel : est-ce que je Lui fais ou non confiance ? Et le bon sens acquis par leur expérience d'une vie difficile les aide à déceler l'hypocrisie d'attitudes qui peuvent « faire tomber le frère ». L'alcool proposé à quelqu'un qui sort d'une cure de désintoxication est un exemple lumineux, c'est comme une parabole éclairant celle de Jésus. L'impureté n'est pas là où on pense. Cette sensibilité aux « mauvaises pensées », au mal qui est en nous, les ouvre de façon naturelle à la question : « Est-ce que c'est bien le Christ qui vit en moi ? » Ils nous enseignent que si nous laissons le Christ vivre en nous, il s'agit moins alors de nous préoccuper de lutter contre le mal en nous, mais de nous laisser inspirer par Lui. Merci à eux de nous aider à voir plus clair.

➤ LE GROUPE DE PAROLE

« J'avais tellement envie d'entendre la Bible ! » À partir de cette demande, depuis vingt ans, un groupe s'est créé pour partager "l'Évangile au bas des tours" du Blosne, un quartier de Rennes. Il se réunit tous les vendredis de l'année pour se donner des nouvelles, s'entraider, et lire ensemble l'Évangile du dimanche. La vie partagée se tricote avec l'Évangile, dans l'échange.

✚ Contact
mariefrance.laurent@numericable.fr

TÉMOIGNAGE CHRISTIAN MARTIN

« Apporter des statistiques est motivant pour les équipes locales »



Christian Martin

60 ans

2013 : devient bénévole en charge des données statistiques à la délégation de Bourgogne

« Quand j'ai pris ma retraite il y a deux ans, je voulais rester actif, garder un contact avec la vie quotidienne et surtout avec les gens.

Même si les statistiques ne sont pas mon domaine (j'ai fait des études d'ingénieur), ma formation technique et mes connaissances en informatique m'ont été d'un grand secours pour me lancer dans le recueil de données statistiques au profit de la délégation du Secours Catholique de Bourgogne.

En Bourgogne, le besoin de statistiques au niveau local était réel : les équipes avaient les informations transmises par le siège, mais il leur manquait une déclinaison locale, par départements, territoires et équipes, pour disposer d'un véritable retour sur leur action.

J'ai donc entamé un traitement local des fiches statistiques (il

y en a normalement une par dossier d'accueil et par année), en commençant par la Côte-d'Or. Je réserve un à deux jours par semaine à cette activité bénévole, dont une demi-journée à la délégation. J'essaie bien sûr de conserver un certain équilibre avec ma vie personnelle, en me consacrant à ma famille lors des vacances scolaires, par exemple. J'ai également quelques réunions importantes chaque année pour présenter les résultats aux équipes locales. C'est intéressant, car ce sont des moments où je constate que mon travail motive vraiment les équipes. Il leur permet ainsi de mesurer le nombre de familles accueillies et d'en suivre l'évolution, et aussi de mieux connaître les populations auxquelles elles s'adressent, leur nombre et la situation des personnes qui fréquentent la délégation. » ■

Propos recueillis par Adèle Martignon

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org
rubrique Délégués.

TWITTER

Contre les effets du changement climatique



Vous voulez en savoir plus sur l'engagement du Secours Catholique contre les effets du réchauffement climatique ? Rendez-vous sur notre blog caritasclimat.fr et suivez l'actualité de la mobilisation Climat. Sur caritasclimat.fr, découvrez nos reportages et témoignages vidéo sur l'impact des changements climatiques sur la vie des partenaires internationaux du Secours Catholique. Sur notre compte twitter @CaritasClimat, vivez les événements auxquels le Secours Catholique participe dans le cadre de la Conférence de Paris, du 30 novembre au 11 décembre.

CaritasClimat.fr @CaritasClimat

Agenda

Venez débattre de la mobilité !

À l'occasion de la sortie du rapport Statistiques 2014, le Secours Catholique vous invite à venir échanger avec experts et acteurs de terrain sur la question de la mobilité sur les territoires. Ce sujet vous préoccupe ? Retrouvez-nous à Versailles, Melun, Aurillac ou encore à Blois.

16 NOVEMBRE À AURILLAC : « Parlons mobilité »

Avec Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique-Caritas France, et Bernard Hertz, président du Secours Catholique de la région Auvergne-Cantal-Puy-de-Dôme.

17 NOVEMBRE À MELUN : « Une mobilité, une liberté pour tous ? »

Avec Laureline Jaffrelot, présidente de RÉseau SOLidarité de Seine-et-Marne (Réso 77), Jean-Paul Huchon, président du conseil régional et Olivier Faure, député, membre du Haut Comité de la qualité de service dans les transports.

17 NOVEMBRE À BLOIS : « Mobil'Idées »

Avec Laurent Seux, directeur de l'Action France et Europe au Secours Catholique, et Martine Joly, présidente du Secours Catholique départemental.

18 NOVEMBRE À VERSAILLES : « La mobilité dans les Yvelines : facteur d'exclusion ou d'intégration ? »

Avec François de Mazières, député-maire de Versailles, Sylvie Cardinal, adjointe au directeur départemental de la Cohésion sociale, Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, Pierre Serne, vice-président du conseil régional.

À LIRE

« La fracture mobilité »



Retrouvez sur www.secours-catholique.org, l'intégralité du rapport Statistiques 2014 et les propositions du Secours Catholique-Caritas France pour faire reculer la précarité en France.

À télécharger sur www.secours-catholique.org

POUR AIDER LES PLUS PAUVRES, JE CHOISIS D'AGIR AVEC EUX.



Photo : Jean-Luc Perreard

FAITES UN DON SECOURS-CATHOLIQUE.ORG / BP 455 – 75007 PARIS

